

CONVOCATIONS

ASSEMBLÉES D'ACTIONNAIRES ET DE PORTEURS DE PARTS

SOLOCAL GROUP

Société anonyme, au capital de 233 259 384 euros
Siège social : Tours du Pont de Sèvres, 204, Rond-point du Pont de Sèvres, 92100 Boulogne-Billancourt
552 028 425 R.C.S. Nanterre

Par rapport au texte de l'avis de réunion paru le 12 septembre 2016, les plafonds des émissions à réaliser et les formules de détermination des caractéristiques des MCB et des ABSA ont été amendés de façon marginale pour permettre au dispositif de s'ajuster dans l'hypothèse où la dette financière brute de la Société à la date de mise en œuvre des opérations de restructuration différerait légèrement (à la hausse ou à la baisse) de 1,164 milliard d'euros (hypothèse retenue pour les besoins de l'avis de réunion). Par ailleurs, une présentation des contenus et objectifs des projets de résolutions concernant la restructuration financière sera mise en ligne sur le site Internet de SoLocal Group (www.solocalgroup.com/assemblee-generale-extraordinaire-2016).

AVIS DE CONVOCATION

Mesdames et Messieurs les actionnaires de la société SoLocal Group sont convoqués en assemblée générale mixte, pour le 19 octobre 2016 à 17 heures, à l'adresse suivante : Dock Pullman, 87 avenue des Magasins Généraux, 93300 Aubervilliers.

L'ordre du jour et les projets de résolutions publiés dans l'avis de réunion à l'assemblée générale mixte de la Société paru dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires numéro 110 du 12 septembre 2016 sont modifiés suite (a) aux modifications apportées par le conseil d'administration de la Société au texte des projets de résolutions et (b) aux demandes d'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions présentées par certains actionnaires :

a) Le conseil d'administration de la Société a décidé de (i) modifier l'ordre du jour et le texte des projets de résolutions des quinzième à vingtième résolutions relatives à la restructuration financière, notamment pour adapter les plafonds et substituer au dispositif d'attribution de bons de souscription d'actions aux actionnaires un dispositif d'attribution d'actions gratuites, et (ii) d'ajouter quatre projets de résolutions, numérotés de vingt-quatre à vingt-sept, portant sur la nomination d'administrateurs.

b) Les actionnaires suivants ont demandé l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée générale de projets de résolutions, conformément à l'article L.225-105 du Code de commerce :

— la société D&P Finance (494 124 977 R.C.S. Paris), représentée par Monsieur Didier Calmels, et la société de droit anglais marion partners Ltd (company number : 086224496), représentée par Monsieur Arnaud Marion, ont demandé l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée générale des projets de résolutions suivants :

- Révocation de Monsieur Robert de Metz (projet de résolution A) ;
- Nomination de Monsieur Arnaud Marion en qualité d'administrateur (projet de résolution B) ;
- Révocation de Monsieur Jean-Pierre Remy (projet de résolution C) ;
- Nomination de Monsieur Loïc de la Cochetière en qualité d'administrateur (projet de résolution D) ;
- Révocation de Monsieur Rémy Sautter (projet de résolution E) ;
- Nomination de Madame Anne-Marie Cravero en qualité d'administrateur (projet de résolution F) ;
- Révocation de Madame Cécile Moulard (projet de résolution G) ;
- Nomination de Monsieur Alexandre Loussert en qualité d'administrateur (projet de résolution H) ;
- Révocation de Monsieur Jean-Marc Tassetto (projet de résolution J) ;
- Nomination de Monsieur Roland Wolfrum en qualité d'administrateur (projet de résolution K) ;
- Nomination de Monsieur Christophe Deshayes en qualité d'administrateur (projet de résolution L) ;
- Nomination de Monsieur François-Xavier Barbier en qualité d'administrateur (projet de résolution M) ;

— l'association RegroupementPPLocal, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, Monsieur Alexandre Loussert, la SAS Huiles Benoît (348 680 778 RCS Alès) et la SARL SOFIM (325 241 339 RCS Montpellier) ont demandé l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée générale des projets de résolutions suivants :

- Révocation de Monsieur Robert de Metz de ses fonctions d'administrateur (projet de résolution N) ;

- Révocation de Monsieur Jean-Pierre Remy de ses fonctions d'administrateur (projet de résolution O) ;
- Révocation de Monsieur Rémy Sautter de ses fonctions d'administrateur (projet de résolution P) ;
- Révocation de Madame Cécile Moulard de ses fonctions d'administrateur (projet de résolution Q) ;
- Révocation de Monsieur Jean-Marc Tassetto de ses fonctions d'administrateur (projet de résolution R) ;
- Nomination de Monsieur Loïc de la Cochetière en qualité d'administrateur (projet de résolution S) ;
- Nomination de Monsieur Arnaud Marion en qualité d'administrateur (projet de résolution T) ;
- Nomination de Madame Anne-Marie Cravero en qualité d'administrateur (projet de résolution U) ;
- Nomination de Monsieur Alexandre Loussert en qualité d'administrateur (projet de résolution V) ;
- Nomination de Monsieur Roland Wolfrum en qualité d'administrateur (projet de résolution W) ;
- Nomination de Monsieur Christophe Deshayes en qualité d'administrateur (projet de résolution X) ;
- Nomination de Monsieur François-Xavier Barbier en qualité d'administrateur (projet de résolution Y) ;

Le conseil d'administration de la Société, lors de sa réunion du 26 septembre 2016, n'a pas agréé les projets de résolutions qui sont visés ci-dessus, et invite par conséquent les actionnaires à ne pas les approuver ou à s'abstenir.

Afin de faciliter la lecture du texte de l'avis de convocation, l'intégralité de l'ordre du jour et du texte des projets de résolutions, tels que modifiés par le conseil d'administration et complétés des projets de résolutions proposés par les actionnaires, est publiée ci-après.

I. Ordre du jour

A la suite des modifications apportées à l'ordre du jour par le conseil d'administration de la Société et des demandes d'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions déposées par certains actionnaires, le conseil d'administration de la Société a modifié l'ordre du jour de l'assemblée générale, qui est désormais le suivant :

A titre ordinaire

- Rapport de gestion du conseil d'administration ;
- Rapport et rapport complémentaire du conseil d'administration ;
- Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ;
- Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce ;
- Approbation des comptes sociaux de l'exercice ;
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice ;
- Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2015, tel que ressortant des comptes sociaux ;
- Conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce ;
- Autorisation à conférer au conseil d'administration à l'effet d'acheter ou de transférer des actions SoLocal Group ;
- Avis consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 à Monsieur Robert de Metz, Président du conseil d'administration ;
- Avis consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 à Monsieur Jean-Pierre Remy, Directeur Général ;
- Avis consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 à Monsieur Christophe Pingard, Directeur Général Délégué ;
- Nomination de Madame Monica Menghini en qualité d'administrateur ;
- Renouvellement du mandat des commissaires aux comptes titulaires et suppléants ;
- Ratification du transfert du siège social ;

A titre extraordinaire

- Réduction du capital social par réduction de la valeur nominale des actions ;
- Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires ;
- Autorisation au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre d'actions à émettre en cas de demandes excédentaires de souscription lors de l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions de la Société, objet de la seizième résolution soumise au vote de l'assemblée ;

- Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission et à l'attribution, à titre gratuit, d'actions nouvelles au profit des actionnaires de la Société, par voie d'incorporation de primes au capital ;
- Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à une émission d'obligations à option de conversion et remboursables en actions, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées ;
- Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions nouvelles avec bons de souscription d'actions attachés (ABSA), avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées ;
- Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à une augmentation de capital réservée aux adhérents au plan d'épargne du groupe SoLocal Group ;
- Modification de l'article 12 des statuts relatif au conseil d'administration ;
- Pouvoirs pour formalités ;

A titre ordinaire

- Nomination de quatre administrateurs (Madame Anne-Marie Cravero et Messieurs John Slater, Dominique d'Hinnin et Alexandre Loussert) ;
- Révocation de cinq administrateurs (Madame Cécile Moulard et Messieurs Robert de Metz, Jean-Pierre Remy, Rémy Sautter et Jean-Marc Tassetto) à la suite de demandes d'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée générale de projets de résolutions déposées par la société D&P Finance SAS et la société de droit anglais marion partners Ltd ;
- Nomination de sept administrateurs (Madame Anne-Marie Cravero et Messieurs Loïc de la Cochetière, Arnaud Marion, Alexandre Loussert, Roland Wolfrum, Christophe Deshayes et François-Xavier Barbier) à la suite de demandes d'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée générale de projets de résolutions déposées par la société D&P Finance SAS et la société de droit anglais marion partners Ltd ;
- Révocation de cinq administrateurs (Madame Cécile Moulard et Messieurs Robert de Metz, Jean-Pierre Remy, Rémy Sautter et Jean-Marc Tassetto) à la suite de demandes d'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée générale de projets de résolutions déposées par l'association RegroupementPPLocal, Monsieur Alexandre Loussert, la SAS Huiles Benoît et la SARL SOFIM ;
- Nomination de sept administrateurs (Madame Anne-Marie Cravero et Messieurs Loïc de la Cochetière, Arnaud Marion, Alexandre Loussert, Roland Wolfrum, Christophe Deshayes et François-Xavier Barbier) à la suite de demandes d'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée générale de projets de résolutions déposées par l'association RegroupementPPLocal, Monsieur Alexandre Loussert, la SAS Huiles Benoît et la SARL SOFIM.

II. Projet de résolutions

A la suite des modifications apportées au texte des résolutions par le conseil d'administration de la Société et des demandes d'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions déposées par des actionnaires, le conseil d'administration de la Société a modifié et complété le texte des projets de résolutions soumis à l'assemblée générale, qui est désormais le suivant :

Projets de résolutions

A titre ordinaire

Première résolution, inchangée (*Approbaton des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2015*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du conseil d'administration, du rapport de gestion du conseil d'administration à la présente assemblée ainsi que du rapport des commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels de la société SoLocal Group pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports. Elle arrête la perte de cet exercice, telle qu'elle ressort desdits comptes.

L'assemblée générale approuve le montant global des dépenses et charges visées au 4 de l'article 39 du Code général des impôts pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, qui ont représenté un montant de 76 820 euros, et prend acte que l'impôt y afférent s'élève à la somme de 29 192 euros.

Deuxième résolution, inchangée (*Approbaton des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du conseil d'administration, du rapport du conseil d'administration à la présente assemblée ainsi que du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015, comprenant le bilan et le compte de résultat consolidés ainsi que l'annexe, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Troisième résolution, inchangée (*Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2015, tel que ressortant des comptes sociaux*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport du conseil d'administration à la présente assemblée,

— constate que la perte de l'exercice s'élève à -1 785 324 772,73 euros ;

— constate, compte tenu du report à nouveau créateur de 1 233 024 413,40 euros, l'absence de bénéfice distribuable au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 et décide d'affecter l'intégralité de la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2015 au poste « report à nouveau », dont le montant après affectation sera débiteur de 552 300 359,33 euros.

Il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions (1)	Dividende par action	Quote-part du dividende éligible à l'abattement (2)
2012	280 984 754	0	Non applicable
2013	280 984 754	0	Non applicable
2014	1 161 727 170	0	Non applicable

(1) Nombre d'actions avant le regroupement d'actions intervenu le 26 octobre 2015
(2) Abattement de 40 % mentionné au 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts

Quatrième résolution, inchangée (Conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce, prend acte des conclusions de ce rapport et approuve les conventions conclues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, dont il fait état.

Cinquième résolution, inchangée (Autorisation à conférer au conseil d'administration à l'effet d'acheter ou de transférer des actions SoLocal Group). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration à la présente assemblée,

— met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à l'autorisation donnée par l'assemblée générale mixte du 11 juin 2015 par sa cinquième résolution d'acheter des actions de la Société ;

— autorise le conseil d'administration, conformément aux articles L.225-209 et suivants du Code de commerce, à acheter des actions de la Société, dans les conditions définies ci-après et dans la limite de 10% du montant du capital social :

- le prix maximum d'achat ne devra pas excéder 5 euros par action, étant précisé qu'en cas d'opérations sur le capital, notamment par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites, et/ou de division ou de regroupement des actions, ce prix sera ajusté en conséquence ;
- le montant maximum des fonds destinés au programme de rachat s'élève à 50 000 000 euros ;
- cette autorisation est valable pour une période de 18 mois ;
- les acquisitions réalisées par la Société en vertu de la présente autorisation ne peuvent en aucun cas amener la Société à détenir, directement ou indirectement, à quelque moment que ce soit, plus de 10 % des actions composant le capital social à la date considérée ;
- l'acquisition ou le transfert de ces actions peut être effectué par tous moyens, notamment sur le marché ou sur les systèmes multilatéraux de négociation ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs, par le recours à des instruments financiers dérivés négociés sur un marché réglementé, les systèmes multilatéraux de négociation ou de gré à gré ;
- les acquisitions ou transferts d'actions pourront être réalisés à tout moment, sauf en période d'offre publique visant les actions de la Société, dans le respect des dispositions légales ou réglementaires.

Ces achats d'actions pourront être effectués en vue de toute affectation permise par la loi, les finalités de ce programme de rachat d'actions étant :

- de mettre en place et d'honorer des obligations liées aux programmes d'options sur actions ou autres allocations d'actions aux salariés de la Société ou d'entreprises associées et notamment d'allouer des actions aux salariés du groupe SoLocal dans le cadre (i) de la participation aux résultats de l'entreprise et (ii) de tout plan d'achat, d'options d'achat ou d'attribution gratuite d'actions (en ce compris toute cession d'actions visée à l'article L.3332-24 du Code du travail) au profit des salariés et mandataires sociaux ou de certains d'entre eux, ainsi que réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations ;
- d'assurer la liquidité de l'action SoLocal Group par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers ;
- de conserver des actions pour remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ;
- de mettre en place et d'honorer des obligations liées à des titres de créance convertibles en titres de propriété et notamment de remettre des actions à l'occasion de l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès par tous moyens immédiatement ou à terme à des actions, ainsi que réaliser toutes opérations de couverture à raison des obligations de SoLocal Group liées à ces valeurs mobilières.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de délégation, pour décider et effectuer la mise en œuvre de la présente autorisation, pour en préciser si nécessaire les termes et en arrêter les modalités, pour passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, établir tous documents notamment d'information, procéder à l'affectation et, le cas échéant, la réaffectation des actions acquises aux différentes finalités poursuivies, effectuer toutes formalités et toutes déclarations auprès de tous organismes et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

Sixième résolution, inchangée (Avis consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 à Monsieur Robert de Metz, Président du conseil d'administration). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, consultée en application de la recommandation du paragraphe 24.3 du Code Afep-Medef de juin 2013 révisé en novembre 2015, lequel constitue le code de référence de la Société en application de l'article L.225-37 du Code de commerce, émet un avis favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée à Monsieur Robert de Metz en sa qualité de Président du conseil d'administration au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015, tels que présentés dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans le document de référence 2015 à la page 98.

Septième résolution, inchangée (*Avis consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 à Monsieur Jean-Pierre Remy, Directeur Général*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, consultée en application de la recommandation du paragraphe 24.3 du Code Afep-Medef de juin 2013 révisé en novembre 2015, lequel constitue le code de référence de la Société en application de l'article L.225-37 du Code de commerce, émet un avis favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée à Monsieur Jean-Pierre Remy en sa qualité de Directeur Général, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015, tels que présentés dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans le document de référence 2015 aux pages 99 et 100.

Huitième résolution, inchangée (*Avis consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 à Monsieur Christophe Pingard, Directeur Général Délégué*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, consultée en application de la recommandation du paragraphe 24.3 du Code Afep-Medef de juin 2013 révisé en novembre 2015, lequel constitue le code de référence de la Société en application de l'article L.225-37 du Code de commerce, émet un avis favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée à Monsieur Christophe Pingard en sa qualité de Directeur Général Délégué au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015, tels que présentés dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans le document de référence 2015 aux pages 101 et 102.

Neuvième résolution, inchangée (*Nomination de Madame Monica Menghini en qualité d'administrateur*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide de nommer Madame Monica Menghini en qualité d'administrateur, pour une durée de quatre (4) années qui expirera à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Dixième résolution, inchangée (*Renouvellement du mandat d'un commissaire aux comptes titulaire*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration constatant l'expiration du mandat de commissaire aux comptes titulaire du cabinet Deloitte & Associés à l'issue de la présente assemblée, décide de renouveler, en qualité de commissaire aux comptes titulaire, le cabinet Deloitte & Associés, pour une durée de six (6) années qui expirera à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Onzième résolution, inchangée (*Renouvellement du mandat d'un commissaire aux comptes suppléant*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration constatant l'expiration du mandat de commissaire aux comptes suppléant du cabinet BEAS à l'issue de la présente assemblée, décide de renouveler, en qualité de commissaire aux comptes suppléant, le cabinet BEAS pour une durée de six (6) années qui expirera à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Douzième résolution, inchangée (*Renouvellement du mandat d'un commissaire aux comptes titulaire*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration constatant l'expiration du mandat de Commissaire aux comptes titulaire du cabinet Ernst & Young Audit à l'issue de la présente assemblée, décide de renouveler, en qualité de Commissaire aux comptes titulaire, le cabinet Ernst & Young Audit, pour une durée de six (6) années qui expirera à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Treizième résolution, inchangée (*Renouvellement du mandat d'un commissaire aux comptes suppléant*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration constatant l'expiration du mandat de commissaire aux comptes suppléant du cabinet Auditex à l'issue de la présente assemblée, décide de renouveler, en qualité de commissaire aux comptes suppléant, le cabinet Auditex pour une durée de six (6) années qui expirera à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Quatorzième résolution, inchangée (*Ratification du transfert du siège social*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide de ratifier le transfert du siège social décidé par le conseil d'administration lors de sa réunion du 25 avril 2016 et la modification corrélative de l'article 4 des statuts de la Société.

A titre extraordinaire

Quinzième résolution, modifiée (*Réduction du capital social par réduction de la valeur nominale des actions*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance (i) du rapport ainsi que du rapport complémentaire du conseil d'administration, (ii) du rapport spécial des commissaires aux comptes établi conformément aux dispositions de l'article L.225-204 du Code de commerce et (iii) des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2015,

— constate, compte tenu de l'adoption des première et troisième résolutions soumises au vote de la présente assemblée générale, que le bilan de la Société au 31 décembre 2015, après affectation du résultat de l'exercice clos à cette date, fait apparaître un « report à nouveau » débiteur dont le montant s'élève à 552 300 359,33 euros ;

— décide d'apurer partiellement le report à nouveau débiteur en l'imputant comme suit sur des comptes de réserves ou primes :

(i) imputation pour un montant de 344 819 232,88 euros sur le compte « prime d'émission » dont le montant se trouvera ainsi réduit à 4 000 000 euros ; et

(ii) imputation pour un montant de 18 283 923,79 euros sur le compte « autres réserves » dont le montant se trouvera ainsi réduit à zéro ;

le « report à nouveau » étant en conséquence ramené de -552 300 359,33 euros à -189 197 202,66 euros ;

— décide de procéder à une réduction de capital d'un montant total de 229 371 727,60 euros, par voie de réduction de la valeur nominale de chaque action qui sera réduite de six (6) euros (son montant actuel) à dix centimes (0,10) d'euro ;

— décide que le montant de ladite réduction de capital sera affecté :

(i) à hauteur de 189 197 202,66 euros à l'apurement du report à nouveau débiteur, qui sera en conséquence réduit à zéro ; et

(ii) pour le solde, soit 40 174 524,94 euros, à un compte de réserve spéciale qui sera intitulé « réserve spéciale provenant de la réduction de capital décidée le 19 octobre 2016 » ;

— décide que les sommes figurant sur ce compte de réserve spéciale seront indisponibles et ne pourront être utilisées à d'autres fins que l'apurement des pertes éventuelles de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2016 ou d'exercices ultérieurs ;

— décide que la réalisation de cette réduction de capital sera subordonnée à l'absence d'opposition des créanciers de la Société dans le délai de 20 jours calendaires à compter du dépôt au greffe du procès-verbal de la présente assemblée générale ou, en cas d'opposition, au rejet sans condition de la ou des oppositions par le tribunal compétent ou à leur levée, par le remboursement des créances ou la constitution de garanties suffisantes par la Société, dans les conditions prévues aux articles L.225-205 et R.225-152 du Code de commerce ;

— constate que, au résultat de la réduction de capital objet de la présente résolution, le capital social sera ramené d'un montant de 233 259 384 euros (son montant actuel) à un montant de 3 887 656,40 euros divisé en 38 876 564 actions d'une valeur nominale de dix centimes (0,10) d'euro chacune ;

— décide, sous condition suspensive de la réalisation de la réduction de capital objet de la présente résolution, de modifier l'article 6 « Capital Social » des statuts de la Société comme suit :

« Article 6 - Capital social

Le capital est de 3 887 656,40 euros.

Il est divisé en 38 876 564 actions d'une valeur nominale de dix centimes (0,10) d'euro chacune, entièrement libérées et toutes de même catégorie. »

— donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi et par la présente résolution, à l'effet de :

- constater la réalisation de la condition suspensive susvisée et faire, à cet effet, ce qu'il jugera nécessaire et approprié afin de lever d'éventuelles oppositions qui seraient formées au projet de réduction de capital susvisé ;
- constater la réalisation définitive de la réduction de capital susvisée et procéder à la modification corrélative des statuts de la Société ; et
- plus généralement, procéder à l'accomplissement de toutes formalités.

Seizième résolution, modifiée (Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport ainsi que du rapport complémentaire du conseil d'administration, statuant conformément aux articles L.225-129 et suivants du Code de commerce, notamment à l'article L.225-129-2, après avoir constaté que le capital social est entièrement libéré,

— délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour une durée de 12 mois à compter du jour de la présente assemblée, sa compétence pour décider l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions de la Société ;

— décide que le prix de souscription des actions émises en vertu de la présente résolution sera égal à un (1) euro par action nouvelle, correspondant à dix centimes (0,10) d'euro de valeur nominale et à quatre-vingt-dix centimes (0,90) d'euro de prime d'émission (compte tenu de la réduction de capital objet de la quinzième résolution) ;

— décide que le montant nominal total d'augmentation de capital de la Société (prime d'émission non incluse) résultant des émissions réalisées en vertu de la présente résolution ne pourra excéder 40 500 000 euros ; il est précisé que ce plafond pourra être porté à 46 575 000 euros dans les conditions prévues par la dix-septième résolution soumise à la présente assemblée (sous réserve de son adoption) ;

— décide que les souscriptions devront être libérées en numéraire, en espèces ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société et qu'elles devront être libérées en intégralité dès leur souscription ;

— décide que les actionnaires auront, proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent, un droit préférentiel de souscription aux actions émises en vertu de la présente résolution et qu'il sera institué au profit des actionnaires un droit de souscription à titre réductible aux actions émises, qui s'exercera proportionnellement à leurs droits de souscription et dans la limite de leurs demandes ;

— décide que, si les souscriptions à titre irréductible et à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le conseil d'administration pourra utiliser dans l'ordre qu'il détermine les facultés prévues ci-après ou certaines d'entre elles : (i) limiter l'émission au montant des souscriptions reçues sous la condition que celui-ci atteigne au moins les trois quarts de l'émission décidée, (ii) répartir librement tout ou partie des titres non souscrits, ou (iii) offrir au public tout ou partie des titres non souscrits, sur le marché français et/ou international et/ou à l'étranger ;

— donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi et par la présente résolution, pour mettre en œuvre la présente délégation, et notamment pour :

- décider de l'émission et, le cas échéant, y surseoir ;
- arrêter, dans les limites susvisées, le montant définitif de l'émission, objet de la présente résolution, ainsi que le nombre maximum d'actions à émettre ;
- déterminer les dates d'ouverture et de clôture de la période de souscription ;

- déterminer le nombre de droits préférentiels de souscription qui seront alloués aux actionnaires de la Société en fonction du nombre d'actions existantes de la Société qui seront enregistrées comptablement sur leur compte-titres ;
- le cas échéant, procéder à l'arrêté des créances, conformément à l'article R.225-134 du Code de commerce ;
- le cas échéant, obtenir des Commissaires aux comptes un rapport certifiant exact l'arrêté des créances établi par le conseil d'administration, conformément à l'article R.225-134 du Code de commerce ;
- recueillir des actionnaires de la Société la souscription aux actions nouvelles ;
- le cas échéant, répartir dans les conditions prévues dans la présente résolution les actions non souscrites ;
- procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital résultant de l'exercice de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ou par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement d'actions, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant ou pouvant donner accès au capital de la Société ;
- clore, le cas échéant par anticipation, la période de souscription ou prolonger sa durée ;
- constater la libération de l'intégralité des actions émises et, en conséquence, la réalisation définitive de l'augmentation de capital en résultant ;
- procéder aux formalités de publicité et de dépôt corrélatives à la réalisation de l'augmentation de capital résultant de l'émission des actions nouvelles et à la modification corrélative des statuts de la Société ;
- passer toute convention en vue de la réalisation de l'augmentation de capital prévue à la présente résolution ;
- le cas échéant, imputer les frais de l'augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;
- faire procéder à l'admission aux négociations des actions nouvelles sur le marché réglementé d'Euronext Paris ;
- faire tout ce qui sera nécessaire à la réalisation de l'augmentation de capital prévue à la présente résolution ; et
- procéder à toutes les formalités en résultant.

La présente résolution ne pourra être mise en œuvre que postérieurement à, et sous réserve de, la réalisation préalable de la réduction de capital visée à la quinzième résolution. Les plafonds fixés ou visés par la présente résolution ont été déterminés en tenant compte de l'effet de ladite réduction de capital, et sont indépendants des plafonds visés dans les autres résolutions soumises à la présente assemblée. Le conseil d'administration ne pourra pas, sauf autorisation préalable de l'assemblée générale, faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

Dix-septième résolution, modifiée (Autorisation au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre d'actions à émettre en cas de demandes excédentaires de souscription lors de l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions de la Société, objet de la seizième résolution soumise au vote de l'assemblée). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport ainsi que du rapport complémentaire du conseil d'administration, statuant conformément aux dispositions des articles L.225-135-1 et R.225-118 du Code de commerce, sous réserve de l'adoption par la présente assemblée générale de la seizième résolution,

— autorise le conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour une durée de 12 mois à compter du jour de la présente assemblée, en cas de demandes excédentaires de souscription lors de l'émission décidée en vertu de la seizième résolution ci-dessus, à augmenter, dans les conditions prévues par l'article L.225-135-1 du Code de commerce, le nombre d'actions à émettre, au même prix que celui retenu pour l'émission initiale et dans la limite de 15 % du montant de l'émission initiale ; étant précisé que l'augmentation du nombre de titres à émettre ne pourra être utilisée que pour servir les demandes à titre réductible effectuées par les actionnaires et/ou les cessionnaires de droits préférentiels de souscription ;

— décide qu'en cas de mise en œuvre de la faculté d'augmenter le nombre d'actions à émettre, objet de la présente résolution, le plafond du montant nominal total d'augmentation de capital de la Société (prime d'émission non incluse) résultant de l'émission réalisée en vertu de la seizième résolution sera augmenté de 15 % et en conséquence porté de 40 500 000 euros à 46 575 000 euros ;

— décide que la présente autorisation conférée au conseil d'administration devra être mise en œuvre au plus tard dans les trente jours de la clôture de la période de souscription de l'émission initiale ; si le conseil d'administration n'en a pas fait usage dans ce délai, elle sera caduque ;

— donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi et par la présente résolution, pour mettre en œuvre la présente délégation.

La présente résolution ne pourra être mise en œuvre que postérieurement à, et sous réserve de, la réalisation préalable de la réduction de capital visée à la quinzième résolution. Il est précisé que les plafonds fixés ou visés par la présente résolution ont été déterminés en tenant compte de l'effet de ladite réduction de capital.

Dix-huitième résolution, nouvelle résolution (Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission et à l'attribution, à titre gratuit, d'actions nouvelles au profit des actionnaires de la Société, par voie d'incorporation de primes au capital). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport complémentaire du conseil d'administration, statuant conformément aux dispositions des articles L.225-127 et suivants du Code de commerce, notamment de l'article L.225-130,

— délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour une durée de 12 mois à compter du jour de la présente assemblée, sa compétence pour décider, en une seule fois, l'émission et l'attribution, à titre gratuit, d'actions de la Société au profit des actionnaires de la Société ;

— décide que le montant nominal total d'augmentation du capital de la Société résultant de l'émission réalisée en vertu de la présente résolution ne pourra excéder un montant nominal maximum de 3 887 656,40 euros correspondant à l'émission d'un nombre maximum de 38 876 564 actions nouvelles de dix (0,10) centimes d'euro de nominal chacune (les « **Actions Gratuites** ») (sur la base du nombre d'actions existantes au 1^{er} septembre 2016). Ce plafond sera augmenté, le cas échéant, du montant nominal des actions qui auraient été émises entre le 1^{er} septembre 2016 et la date de l'émission et de l'attribution des Actions Gratuites, à l'exception toutefois, le cas échéant, d'actions qui seraient émises en vertu des autres délégations soumises à la présente assemblée ;

— décide que l'augmentation du capital de la Société résultant de l'émission réalisée en vertu de la présente résolution sera réalisée par incorporation au capital d'une quote-part des sommes figurant sur le compte « prime d'émission » égal au montant nominal de l'augmentation de capital, et ce dans la limite d'un montant maximum de 3 887 656,40 euros (sous réserve d'ajustements, le cas échéant) ;

— prend acte que conformément à la loi, en conséquence de cette augmentation de capital par incorporation de prime d'émission, la Société devra procéder à l'ajustement des conditions d'exercice des options de souscription ou d'achat d'actions (*stock-options*) qu'elle a attribuées ;

— décide que les Actions Gratuites seront attribuées gratuitement à l'ensemble des actionnaires de la Société au plus tard à la date de réalisation de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription visée à la seizième résolution ci-dessus, à raison d'une (1) Action Gratuite par action de la Société ;

— décide que les Actions Gratuites seront attribuées gratuitement à l'ensemble des actionnaires justifiant d'une inscription en compte de leurs titres à la date considérée ;

— décide que le droit à l'attribution d'Actions Gratuites nouvelles appartient au nu-proprétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier ;

— prend acte que les actions qui seront détenues par la Société à la date considérée conserveront l'intégralité de leurs droits à attribution d'Actions Gratuites ;

— décide que les Actions Gratuites émises en vertu de la présente résolution porteront jouissance courante et seront, dès leur émission, complètement assimilées aux actions existantes et soumises à toutes les stipulations des statuts et aux décisions de l'assemblée générale ;

— donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi et par la présente résolution, pour mettre en œuvre la présente délégation, et notamment pour :

- décider de l'émission et, le cas échéant, y surseoir ;
- arrêter, dans les limites susvisées, le montant de l'émission réalisée en vertu de la présente résolution, ainsi que le nombre d'Actions Gratuites à émettre ;
- procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital résultant de l'exercice de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ou par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement d'actions ;
- procéder aux formalités de publicité et de dépôt corrélatives à la réalisation de l'augmentation de capital résultant de l'émission des Actions Gratuites nouvelles et à la modification corrélative des statuts de la Société ;
- faire procéder à l'admission aux négociations des Actions Gratuites nouvelles sur le marché réglementé d'Euronext Paris ;
- faire tout ce qui sera nécessaire à la réalisation de l'augmentation de capital prévue à la présente résolution ; et
- procéder à toutes les formalités en résultant.

La présente résolution ne pourra être mise en œuvre que postérieurement à, et sous réserve de, la réalisation préalable de la réduction de capital visée à la quinzième résolution. Les plafonds fixés ou visés par la présente résolution ont été déterminés en tenant compte de l'effet de ladite réduction de capital, et sont indépendants des plafonds visés dans les autres résolutions soumises à la présente assemblée. Le conseil d'administration ne pourra pas, sauf autorisation préalable de l'assemblée générale, faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

Dix-neuvième résolution, modifiée (*Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à une émission d'obligations à option de conversion et remboursables en actions, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance (i) du rapport ainsi que du rapport complémentaire du conseil d'administration, (ii) du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au titre des dispositions de l'article L.225-138 du Code de commerce et établi conformément aux dispositions de l'article L.225-135 du Code de commerce, statuant conformément aux dispositions des articles L.225-129 à L.225-129-6, L.225-138 et L.228-91 et suivants du Code de commerce, après avoir constaté que le capital social est entièrement libéré,

— délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour une durée de 12 mois à compter du jour de la présente assemblée générale, sa compétence pour procéder à l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'obligations à option de conversion et remboursables en actions (*mandatory convertible bonds*) (les « **MCB** ») ;

— décide que la valeur nominale de chaque MCB sera de deux (2) euros ;

— décide que le nombre de MCB à émettre en vertu de la présente résolution sera déterminé en fonction du montant total « X » des souscriptions en espèces (à l'exclusion de toute compensation de créances) recueillies par la Société dans le cadre de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires qui serait décidée en application de la seizième résolution ci-dessus ;

— décide que, pour un encours de dette financière au titre du contrat de crédits en date du 24 octobre 2006, tel que modifié par avenants (le « **Contrat de Crédits** ») d'un montant total en principal de 1 164 000 000 euros à la date d'utilisation de la présente délégation, il sera fait application de la formule de calcul suivante :

(i) si X est supérieur ou égal à 75 % du montant initial de l'émission d'actions nouvelles avec maintien du droit préférentiel de souscription qui serait décidée en vertu de la seizième résolution ci-dessus, le nombre de MCB à émettre est égal à zéro ; ou

(ii) si X est égal à zéro, le nombre de MCB à émettre est égal à 100 000 000 ; ou

(iii) si X est supérieur à zéro et strictement inférieur à 75 % du montant initial de l'émission d'actions nouvelles avec maintien du droit préférentiel de souscription qui serait décidée en vertu de la seizième résolution ci-dessus, le nombre de MCB à émettre est le résultat de la formule suivante :

$100\,000\,000 - X/3$

(arrondi à l'unité supérieure) ;

— décide que dans l'hypothèse où, à la date d'utilisation de la présente délégation, le montant total en principal de l'encours de dette financière au titre du Contrat de Crédits ne serait pas égal à 1 164 000 000 euros, les paramètres de la formule de calcul visée à l'alinéa précédent seront ajustés à la hausse ou à la baisse en proportion de l'écart entre (i) le montant total en principal de l'encours de dette financière au titre du Contrat de Crédits à la date d'utilisation de la présente délégation et (ii) 1 164 000 000 euros ;

— décide qu'en tout état de cause, le nombre de MCB à émettre en vertu de la présente résolution ne pourra pas excéder 101 000 000 ;

— décide que les MCB seront émises au pair, en euros, qu'elles ne porteront pas intérêt et qu'elles auront une maturité de cinq (5) ans ;

— décide que la souscription des MCB devra être libérée par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société et que les MCB devront être libérées en intégralité dès leur souscription ;

— décide que la date d'émission définitive des MCB correspondra à la date de délivrance du rapport des commissaires aux comptes tenant lieu de certificat du dépositaire des fonds, conformément aux dispositions de l'article L.225-146 alinéa 2 du Code de commerce ;

— décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires au titre de l'émission des MCB, et de réserver la souscription de l'intégralité des MCB au profit des créanciers financiers titulaires de créances sur la Société au titre du Contrat de Crédits, à hauteur d'une partie de leurs créances, lesdits créanciers constituant une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées au sens de l'article L.225-138 du Code de commerce ;

— décide :

(i) que les MCB constitueront des engagements subordonnés directs, généraux, inconditionnels, subordonnés de dernier rang et non assortis de sûretés de la Société, venant au même rang entre eux et au même rang que toutes les autres obligations, présentes ou futures, subordonnées de dernier rang de la Société, et seront subordonnées à (i) tous titres participatifs et prêts participatifs, présents ou futurs, émis ou octroyés par la Société, (ii) toutes les obligations subordonnées ordinaires de la Société, et (iii) toutes les obligations non subordonnées de la Société ;

(ii) que l'obligation de la Société de rembourser le principal et de payer les autres sommes dues au titre des MCB ne fera pas l'objet d'une garantie et ne sera pas assortie de sûretés ;

(iii) que dans l'hypothèse où un jugement prononçant la liquidation judiciaire de la Société serait rendu par une juridiction compétente, ou dans l'hypothèse d'une cession totale de l'entreprise à la suite de l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, ou si la Société fait l'objet d'une liquidation pour tout autre motif, le paiement des créanciers de la Société sera effectué suivant l'ordre de priorité suivant (sous réserve, dans chacun des cas, du paiement intégral des créanciers de rang supérieur) : (a) les créanciers non subordonnés de la Société, (b) les créanciers subordonnés de la Société, (c) les prêteurs dans le cadre des prêts participatifs octroyés à la Société et les porteurs de titres participatifs émis par la Société, et (d) les créanciers subordonnés de dernier rang de la Société ;

(iv) que les MCB bénéficieront d'un rang supérieur aux différentes catégories d'actions émises par la Société, qu'il s'agisse d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, étant toutefois précisé qu'en cas de liquidation judiciaire ou conventionnelle de la Société ou, sous réserve des dispositions législatives et réglementaires applicables, de procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire, conformément aux dispositions du Titre IV, Livre VI du Code de commerce, les MCB seront remboursées par attribution d'actions nouvelles de la Société ;

— décide que les MCB seront remboursables :

(i) en intégralité, à la date du cinquième (5^{ème}) anniversaire de leur émission (i) soit par attribution d'une (1) action nouvelle de la Société par MCB (sous réserve d'ajustements, le cas échéant), (ii) soit, au gré de la Société, par versement par MCB d'un montant correspondant à la valeur nominale d'une MCB, c'est-à-dire deux (2) euros ; ou

(ii) en intégralité, à tout moment à la demande de la majorité des porteurs de MCB (représentant au moins 50 % des MCB en circulation à la date de la demande), par remise d'une (1) action nouvelle de la Société par MCB (sous réserve d'ajustements, le cas échéant) ; ou

(iii) à tout moment à la demande de l'un quelconque des porteurs de MCB, à hauteur de l'intégralité ou d'au moins 100 000 des MCB que ce dernier détient, par l'attribution d'une (1) action nouvelle de la Société par MCB (sous réserve d'ajustements, le cas échéant) ;

— prend acte qu'en conséquence :

(i) le nombre total maximum d'actions nouvelles de la Société susceptibles d'être émises lors du remboursement des MCB s'établit à 101 000 000 (sous réserve d'ajustements, le cas échéant) ;

(ii) le montant nominal total d'augmentation de capital résultant du remboursement des MCB ne pourra excéder 10 100 000 euros (correspondant à 101 millions d'actions d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune) (compte tenu de la réduction de capital objet de la quinzième résolution) ;

étant précisé que le nombre total maximum des actions nouvelles de la Société à émettre en remboursement desdites MCB et le montant nominal total d'augmentation de capital résultant du remboursement des MCB ne tiennent pas compte des éventuels ajustements qu'il y aurait lieu d'effectuer en cas d'opérations sur le capital visées aux articles L.228-98 et suivants du Code de commerce ;

— prend acte, conformément aux dispositions de l'article L.225-132 alinéa 6 du Code de commerce, que la décision d'émission des MCB emporte de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les MCB donnent droit en cas de remboursement en actions ;

— décide que les actions qui seraient émises au titre du remboursement des MCB porteront jouissance courante et seront, dès leur création, complètement assimilées aux actions existantes et soumises à toutes les stipulations des statuts et aux décisions de l'assemblée générale ;

— décide que les MCB seront librement négociables et feront à cet effet l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris ;

— décide que dans l'hypothèse d'une augmentation de capital, d'une absorption, d'une fusion, d'une scission ou d'une émission d'actions nouvelles ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, ou d'autres opérations financières comportant un droit préférentiel de souscription ou réservant une période de souscription prioritaire au profit des actionnaires de la Société, la Société sera en droit de suspendre le remboursement des MCB pendant un délai n'excédant pas trois mois ou tout autre délai fixé par la réglementation applicable ;

— décide que l'émission des MCB objet de la présente résolution ne pourra être réalisée que si (i) l'émission d'actions de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, objet de la seizième résolution et (ii) l'émission et l'attribution, à titre gratuit, d'actions nouvelles de la Société objet de la dix-huitième résolution, ont été réalisées ;

— donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi et par la présente résolution, pour mettre en œuvre la présente délégation, et notamment pour :

- réaliser l'émission prévue par la présente résolution et, le cas échéant, y surseoir ;
- déterminer le nombre de MCB à émettre par application de la formule susvisée (ajustée le cas échéant dans l'hypothèse où, à la date d'utilisation de la présente délégation, le montant total en principal de l'encours de dette financière au titre du Contrat de Crédits ne serait pas égal à 1 164 000 000 euros) ;
- déterminer la liste des bénéficiaires au sein de la catégorie de personnes visée ci-dessus ainsi que le nombre de MCB à souscrire par chacun d'eux ;
- déterminer l'ensemble des caractéristiques des MCB et les modalités de l'émission (y compris les cas de remboursement anticipé) ; étant précisé que les modalités d'ajustement en cas d'opérations sur le capital devront être conformes à celles décrites dans le rapport du conseil d'administration à la présente assemblée ;
- fixer la date de réalisation de l'émission des MCB ;
- procéder à l'arrêté des créances conformément à l'article R.225-134 du Code de commerce ;
- obtenir des commissaires aux comptes un rapport certifiant exact l'arrêté des créances établi par le conseil d'administration, conformément à l'article R.225-134 du Code de commerce ;
- recevoir les souscriptions et constater ces souscriptions par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société ;
- fixer les modalités selon lesquelles la Société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger en bourse ou autrement, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, les MCB, dans le respect des dispositions légales ;
- fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société ;
- constater la réalisation des augmentations de capital résultant de l'émission des actions émises en remboursement des MCB et procéder à la modification corrélative des statuts de la Société ;
- faire toute démarche en vue de l'admission, le cas échéant, aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, des MCB et des actions émises en remboursement des MCB ;
- le cas échéant, imputer les frais des émissions sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;
- d'une manière générale, passer toute convention, notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés.

La présente résolution ne pourra être mise en œuvre que postérieurement à, et sous réserve de, la réalisation préalable de la réduction de capital visée à la quinzième résolution. Les plafonds fixés ou visés par la présente résolution ont été déterminés en tenant compte de l'effet de ladite réduction de capital, et sont indépendants des plafonds visés dans les autres résolutions soumises à la présente assemblée. Le conseil d'administration ne pourra pas, sauf autorisation préalable de l'assemblée générale, faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

Vingtième résolution, modifiée (*Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions nouvelles avec bons de souscription d'actions attachés (ABSA), avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance (i) du rapport ainsi que du rapport complémentaire du conseil d'administration et (ii) du rapport spécial des commissaires aux comptes sur la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au titre des dispositions de l'article L.225-138 du Code de commerce et établi conformément aux dispositions de l'article L.225-135 du Code de commerce, statuant conformément aux dispositions des articles L.225-129 à L.225-129-6, L.225-135 et L.225-138 du Code de commerce, après avoir constaté que le capital social est entièrement libéré,

— délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour une durée de 12 mois à compter du jour de la présente assemblée générale, sa compétence pour décider l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions assorties de bons de souscription d'actions de la Société (les « **ABSA** ») ;

— décide que le montant total de l'augmentation de capital de la Société à réaliser en vertu de la présente résolution (hors augmentation de capital consécutive à l'exercice des bons de souscription d'actions attachés aux actions émises dans le cadre de la présente résolution), de même que le nombre d'ABSA à émettre en vertu de la présente résolution, seront déterminés par application de la formule ci-après, en fonction notamment du montant total « **X** » des souscriptions en espèces (à l'exclusion de toute compensation de créances) à l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires qui serait décidée en application des seizième et dix-septième résolutions ci-dessus (l'« **Emission avec DPS** ») ;

— décide que, pour un encours de dette financière au titre du contrat de crédits en date du 24 octobre 2006, tel que modifié par avenants (le « **Contrat de Crédits** »), d'un montant total en principal de 1 164 000 000 euros à la date d'utilisation de la présente délégation, le montant total de l'émission d'ABSA (prime d'émission incluse) sera égal à : A + B
Où

« **A** » est égal à 75 000 000 euros

« **B** » est égal au résultat du calcul suivant :

(a) montant en principal de l'encours de dette au titre du Contrat de Crédits à la date considérée (dénommée « **Y** »)

Moins

(b) X – 20 000 000 euros si X est compris entre 20 000 000 euros et 465 750 000 euros (en cas de mise en œuvre de la faculté d'extension prévue par la dix-septième résolution), ou zéro si X est strictement inférieur à 20 000 000 euros

Moins

(c) quote-part de Y utilisée par les créanciers financiers de la Société pour souscrire par compensation de créances à l'Emission avec DPS

Moins

(d) 400 000 000 euros (correspondant au montant de dette résiduelle prévu pour un montant « **Y** » égal à 1 164 000 000 euros)

Moins

(e) le montant nominal des MCB éventuellement émises ou à émettre en application de la dix-neuvième résolution

Moins

(f) 75 000 000 euros

Plus

(g) la quote-part du montant de l'Emission avec DPS excédant le montant de l'émission initiale et provenant de la mise en œuvre de la faculté d'extension prévue par la dix-septième résolution (le cas échéant)

(arrondi au multiple du prix de souscription de chaque ABSA – déterminé conformément à ce qui figure ci-après – inférieur) ;

— décide que dans l'hypothèse où, à la date d'utilisation de la présente délégation, le montant total en principal de l'encours de dette financière au titre du Contrat de Crédits ne serait pas égal à 1 164 000 000 euros, le montant de 75 000 000 euros visé au A et les montants visés aux paragraphes (d) et (f) ci-dessus seront ajustés à la hausse ou à la baisse en proportion de l'écart entre (i) le montant total en principal de l'encours de dette financière au titre du Contrat de Crédits à la date d'utilisation de la présente délégation et (ii) 1 164 000 000 euros ;

— prend acte qu'en tout état de cause, le montant nominal total d'augmentation de capital de la Société (prime d'émission non incluse) résultant de l'émission réalisée en vertu de la présente résolution (hors augmentation de capital consécutive à l'exercice des bons de souscription d'actions attachés aux actions émises dans le cadre de la présente résolution) ne pourra excéder 8 200 000 euros ;

— décide que le prix de souscription de chaque ABSA sera égal au résultat de la formule suivante (arrondi au centime d'euro inférieur) : $[A + B] / [A + (B / 50)]$ (les montants A et B étant le cas échéant ajustés comme indiqué ci-dessus) ;

— décide qu'en tout état de cause, le prix de souscription ne pourra pas être inférieur à deux euros et quatorze centimes (2,14) par ABSA (soit 10 centimes d'euro de nominal et 2,04 euros de prime d'émission) (ou deux euros et douze centimes (2,12) par ABSA (soit 10 centimes d'euro de nominal et 2,02 euros de prime d'émission) dans l'hypothèse où le montant total en principal de l'encours de dette financière au titre du Contrat de Crédits serait supérieur à 1 164 000 000 euros), (compte tenu de la réduction de capital objet de la quinzième résolution et sous réserve de sa réalisation) ;

— décide que la souscription des ABSA devra être libérée par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société et que les ABSA devront être libérées en intégralité dès leur souscription ;

— décide que la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital résultant de la souscription et de la libération des ABSA émises correspondra à la date de délivrance du rapport des commissaires aux comptes tenant lieu de certificat du dépositaire des fonds, conformément aux dispositions de l'article L.225-146 alinéa 2 du Code de commerce ;

— décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires au titre de l'émission des ABSA, et de réserver la souscription de l'intégralité des ABSA au profit des créanciers financiers titulaires de créances sur la Société au titre du Contrat de Crédits, à hauteur d'une partie de leurs créances, lesdits créanciers constituant une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées au sens de l'article L.225-138 du Code de commerce ;

- décide que les actions émises porteront jouissance courante et seront, dès leur création, complètement assimilées aux actions existantes et soumises à toutes les stipulations des statuts et aux décisions de l'assemblée générale ;
- décide que chaque action nouvelle émise en vertu de la présente résolution sera assortie d'un nombre de bons de souscription d'actions (« **BSA créanciers** ») égal à $B/2$ divisé par le nombre d'ABSA émises (le résultat de cette division étant arrondi au dixième le plus proche) (où B est le cas échéant ajusté comme indiqué ci-dessus) ;
- décide qu'en tout état de cause, le nombre total d'actions auxquelles l'ensemble des BSA créanciers émis en vertu de la présente résolution donneront le droit de souscrire ne pourra excéder 156 000 000 ;
- décide que chaque BSA créanciers aura une durée d'exercice de cinq (5) ans et, jusqu'à l'expiration de cette durée d'exercice, donnera droit de souscrire une (1) action nouvelle de la Société moyennant un prix d'exercice de deux (2) euros (soit 10 centimes d'euro de nominal et 1,90 euro de prime d'émission compte tenu de la réduction de capital objet de la quinzième résolution), sans préjudice de tous ajustements ultérieurs, conformément aux dispositions législatives et réglementaires et aux stipulations contractuelles ;
- décide en conséquence que le montant nominal total d'augmentation de capital complémentaire de la Société résultant de l'exercice des BSA créanciers qui seraient émis en vertu de la présente résolution ne pourra excéder 15 600 000 euros. Ce plafond sera augmenté, le cas échéant, de la valeur nominale des actions à émettre afin de préserver (conformément aux dispositions législatives et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement) les droits des titulaires des BSA créanciers ;
- décide que les actions émises au titre de l'exercice des BSA créanciers seront libérées intégralement à la souscription ;
- prend acte, conformément aux dispositions de l'article L.225-132 alinéa 6 du Code de commerce, que la décision d'émission des ABSA emporte de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de la Société auxquelles les BSA créanciers donnent droit ;
- décide que les actions qui seraient émises au titre de l'exercice des BSA créanciers porteront jouissance courante et seront, dès leur création, complètement assimilées aux actions existantes et soumises à toutes les stipulations des statuts et aux décisions de l'assemblée générale ;
- décide que les BSA créanciers seront librement négociables et feront à cet effet l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris ;
- décide qu'en cas d'augmentation de capital, d'absorption, de fusion, de scission ou d'émission d'actions nouvelles ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, ou d'autres opérations financières comportant un droit préférentiel de souscription ou réservant une période de souscription prioritaire au profit des actionnaires de la Société, la Société sera en droit de suspendre l'exercice des BSA créanciers pendant un délai qui ne pourra pas excéder trois mois ou tout autre délai fixé par la réglementation applicable ;
- décide que l'émission des ABSA objet de la présente résolution ne pourra être réalisée que si (i) l'émission d'actions de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, objet de la seizième résolution et (ii) l'émission et l'attribution, à titre gratuit, d'actions nouvelles de la Société objet de la dix-huitième résolution, ont été réalisées ;
- donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi et par la présente résolution, pour mettre en œuvre la présente délégation, et notamment pour :
- décider de l'augmentation de capital et, le cas échéant, y surseoir ;
 - déterminer le montant nominal total de l'augmentation de capital de la Société à réaliser et le nombre d'ABSA à émettre, par application de la formule de calcul prévue à cet effet dans la présente résolution (ajustée le cas échéant dans l'hypothèse où, à la date d'utilisation de la présente délégation, le montant total en principal de l'encours de dette financière au titre du Contrat de Crédits ne serait pas égal à 1 164 000 000 euros) ;
 - déterminer le prix de souscription des ABSA, par application de la formule de calcul prévue à cet effet dans la présente résolution ;
 - déterminer le nombre de BSA créanciers attaché à chaque ABSA, par application de la formule de calcul prévue à cet effet dans la présente résolution ;
 - arrêter les modalités de l'émission d'ABSA réalisée en vertu de la présente résolution, ainsi que les caractéristiques et modalités des ABSA émises ; étant précisé que les modalités d'ajustement en cas d'opérations sur le capital devront être conformes à celles décrites dans le rapport du conseil d'administration à la présente assemblée ;
 - arrêter les caractéristiques et modalités des BSA créanciers ;
 - arrêter la liste des bénéficiaires au sein de la catégorie définie ci-avant, et le nombre définitif d'ABSA à souscrire par chacun d'eux dans la limite du nombre maximum d'ABSA déterminé comme indiqué ci-avant, et arrêter le montant définitif de l'augmentation de capital en résultant ;
 - procéder à l'arrêté des créances conformément à l'article R.225-134 du Code de commerce ;
 - obtenir des Commissaires aux comptes un rapport certifiant exact l'arrêté des créances établi par le conseil d'administration, conformément à l'article R.225-134 du Code de commerce ;
 - déterminer les dates d'ouverture et de clôture de la période de souscription ;
 - recueillir auprès des bénéficiaires définitifs la souscription des ABSA ;
 - clore, le cas échéant par anticipation, la période de souscription ou prolonger sa durée ;
 - constater la libération de l'intégralité des ABSA émises et, en conséquence, la réalisation définitive de l'augmentation de capital en résultant ;

- procéder aux formalités de publicité et de dépôt liées à la réalisation de l'augmentation de capital résultant de l'émission des ABSA nouvelles et à la modification corrélative des statuts de la Société ;
- le cas échéant, imputer les frais des émissions sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;
- faire procéder à l'admission aux négociations des actions nouvelles et des BSA créanciers sur le marché réglementé d'Euronext Paris ;
- fixer les modalités selon lesquelles la Société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger en bourse ou autrement, à tout moment ou pendant des périodes déterminées, les BSA créanciers, dans le respect des dispositions légales ;
- faire tout ce qui sera nécessaire à la réalisation de l'augmentation de capital prévue à la présente résolution ; et
- procéder à toutes les formalités en résultant.

Le conseil d'administration pourra réaliser, le moment venu et en dehors des plafonds susvisés, une augmentation de capital pour un montant nominal correspondant aux actions à émettre au titre des éventuels ajustements à opérer conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles spécifiques prévoyant d'autres cas d'ajustement, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société.

La présente résolution ne pourra être mise en œuvre que postérieurement à, et sous réserve de, la réalisation préalable de la réduction de capital visée à la quinzième résolution. Les plafonds fixés ou visés par la présente résolution ont été déterminés en tenant compte de l'effet de ladite réduction de capital, et sont indépendants des plafonds visés dans les autres résolutions soumises à la présente assemblée. Le conseil d'administration ne pourra pas, sauf autorisation préalable de l'assemblée générale, faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

Vingt-et-unième résolution, inchangée (*Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet de procéder à une augmentation de capital réservée aux adhérents au plan d'épargne du groupe SoLocal Group*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance (i) du rapport du conseil d'administration et (ii) du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et statuant conformément aux articles L.225-129-6, L.225-138 I et L.225-138-1 du Code de commerce et aux articles L.3332-18 et suivants du Code du travail,

— délègue au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour une durée de 26 mois à compter du jour de la présente assemblée, sa compétence pour décider d'augmenter le capital social, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, aux époques qu'il appréciera, par l'émission d'actions réservée aux salariés et anciens salariés adhérents du plan d'épargne du groupe SoLocal Group.

Le plafond du montant nominal d'augmentation de capital, immédiate ou à terme, résultant de l'émission réalisée en vertu de la présente délégation (y compris par incorporation de réserves, bénéfices ou primes dans les conditions et limites fixées par les articles du Code du travail susvisés) est fixé à 50 000 euros.

L'assemblée générale décide de supprimer au profit de ces salariés et anciens salariés le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions à émettre dans le cadre de la présente délégation.

L'assemblée générale décide de fixer la décote offerte dans le cadre du plan d'épargne d'entreprise à 20 % de la moyenne des premiers cours cotés de l'action SoLocal Group sur le marché réglementé d'Euronext Paris lors des 20 séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture des souscriptions, étant précisé que le conseil d'administration pourra réduire cette décote s'il le juge opportun.

Le conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à l'effet de mettre en œuvre la présente résolution et notamment pour :

- déterminer que les émissions pourront avoir lieu directement au profit des bénéficiaires ou par l'intermédiaire d'organismes collectifs ;
- arrêter, parmi les entités susceptibles d'être incluses dans le périmètre du plan d'épargne d'entreprise, la liste des sociétés, ou groupements, dont les salariés et anciens salariés pourront souscrire aux actions émises ;
- déterminer la nature et les modalités de l'augmentation de capital ;
- fixer les conditions d'ancienneté que devront remplir les bénéficiaires des actions à provenir de l'augmentation de capital objet de la présente résolution ;
- constater la réalisation de l'augmentation de capital ;
- déterminer, s'il y a lieu, le montant des sommes à incorporer au capital dans la limite ci-dessus fixée, le ou les postes des capitaux propres où elles sont prélevées ainsi que la date de jouissance des actions ainsi créées ;
- le cas échéant, imputer les frais des émissions sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;
- prendre toute mesure pour la réalisation des augmentations de capital, procéder aux formalités consécutives à celles-ci, notamment celles relatives à la cotation des titres créés, et apporter aux statuts les modifications corrélatives à ces augmentations de capital, et généralement faire le nécessaire.

Il est précisé que le plafond fixé par la présente résolution a été déterminé en tenant compte de l'effet de la réduction de capital visée à la quinzième résolution, et qu'il est indépendant des plafonds visés dans les autres résolutions soumises à la présente assemblée.

Vingt-deuxième résolution, inchangée (Modification de l'article 12 des statuts relatif au conseil d'administration). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, décide, afin de préciser les modalités de l'élection de l'administrateur représentant le personnel, de remplacer les trois derniers alinéas de l'article 12 des statuts par les quatre alinéas suivants :

« Le vote est exprimé par moyen électronique et/ou sur support papier.

En cas de vote sur support papier, le scrutin se déroule sur une seule journée, sur le lieu de travail et pendant les horaires de travail. Toutefois, peuvent voter par correspondance :

- les membres du personnel qui sont en situation prévisible d'absence le jour du scrutin ;
- les membres du personnel qui, du fait de la nature ou des conditions de leur travail, se trouvent éloignés du bureau de vote auquel ils sont affectés ;
- les membres du personnel travaillant sur des sites ne disposant pas d'un bureau de vote.

En cas de vote par moyen électronique et/ou sur support papier, les modalités relatives à l'organisation et au déroulement de l'élection de l'administrateur représentant le personnel non précisées par les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ou par les présents statuts sont arrêtées par le conseil d'administration, ou sur délégation par le directeur général.

En cas de vacance pour quelque raison que ce soit du siège de l'administrateur représentant le personnel ne pouvant donner lieu au remplacement prévu à l'article L.225-34 du Code de commerce, le conseil d'administration, régulièrement composé des membres restants, pourra valablement se réunir et délibérer avant l'élection du nouvel administrateur représentant le personnel. »

Vingt-troisième résolution, inchangée (Pouvoirs pour formalités). — L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée en vue de l'accomplissement de toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicités prévus par la législation en vigueur.

A titre ordinaire

Vingt-quatrième résolution – Nouvelle résolution (Nomination de Monsieur John Slater en qualité d'administrateur). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires décide, sous réserve de l'adoption par la présente assemblée des quinzième à vingtième résolutions soumises au vote de la présente assemblée générale, de nommer Monsieur John Slater en qualité d'administrateur, pour une durée de quatre (4) années qui expirera à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Vingt-cinquième résolution – Nouvelle résolution (Nomination de Monsieur Dominique d'Hinnin en qualité d'administrateur). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide, sous réserve de l'adoption par la présente assemblée des quinzième à vingtième résolutions soumises au vote de la présente assemblée générale, de nommer Monsieur Dominique d'Hinnin en qualité d'administrateur, pour une durée de quatre (4) années qui expirera à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Vingt-sixième résolution – Nouvelle résolution (Nomination de Madame Anne-Marie Cravero en qualité d'administrateur). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide, sous réserve de l'adoption par la présente assemblée des quinzième à vingtième résolutions soumises au vote de la présente assemblée générale, de nommer Madame Anne-Marie Cravero en qualité d'administrateur, pour une durée de quatre (4) années qui expirera à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Vingt-septième résolution – Nouvelle résolution (Nomination de Monsieur Alexandre Loussert en qualité d'administrateur). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide, sous réserve de l'adoption par la présente assemblée des quinzième à vingtième résolutions soumises au vote de la présente assemblée générale, de nommer Monsieur Alexandre Loussert en qualité d'administrateur, pour une durée de quatre (4) années qui expirera à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Projets de résolutions à titre ordinaire déposés par la société D&P Finance SAS et par la société de droit anglais marion partners Ltd

Résolution A – non agréée par le conseil d'administration (Révocation de Monsieur Robert de Metz). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition de plusieurs actionnaires représentant le pourcentage de capital prévu par la Loi, après considération des motifs présentés et mise en mesure de l'intéressé de présenter ses observations, révoque à effet de la présente assemblée générale M. Robert de Metz de ses fonctions d'administrateur de la Société.

Résolution B – non agréée par le conseil d'administration (Nomination de Monsieur Arnaud Marion en qualité d'administrateur). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition de plusieurs actionnaires représentant le pourcentage de capital prévu par la Loi, décide de nommer, en qualité d'administrateur de la Société Monsieur Arnaud Marion, 50 ans, de nationalité française, pour une durée de 4 années qui expirera lors de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Résolution C – non agréée par le conseil d'administration (Révocation de Monsieur Jean-Pierre Remy). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition de plusieurs actionnaires représentant le pourcentage de capital prévu par la Loi, après considération des motifs présentés et mise en mesure de l'intéressé de présenter ses observations, révoque à effet de la présente assemblée générale M. Jean-Pierre Remy de ses fonctions d'administrateur de la Société.

Résolution D – non agréée par le conseil d'administration (Nomination de Monsieur Loïc de la Cochetière en qualité d'administrateur). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition de

plusieurs actionnaires représentant le pourcentage de capital prévu par la Loi, décide de nommer, en qualité d'administrateur de la Société Monsieur Loïc de la Cochetière, 65 ans, de nationalité française, pour une durée de 4 années qui expirera lors de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Résolution E – non agréée par le conseil d'administration (Révocation de Monsieur Rémy Sautter). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition de plusieurs actionnaires représentant le pourcentage de capital prévu par la Loi, après considération des motifs présentés et mise en mesure de l'intéressé de présenter ses observations, révoque à effet de la présente assemblée générale M. Rémy Sautter de ses fonctions d'administrateur de la Société.

Résolution F – non agréée par le conseil d'administration (Nomination de Madame Anne-Marie Cravero en qualité d'administrateur). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition de plusieurs actionnaires représentant le pourcentage de capital prévu par la Loi, décide de nommer, en qualité d'administrateur de la Société Madame Anne-Marie Cravero, 53 ans et de nationalité française, pour une durée de 4 années qui expirera lors de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Résolution G – non agréée par le conseil d'administration (Révocation de Madame Cécile Moulard). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition de plusieurs actionnaires représentant le pourcentage de capital prévu par la Loi, après considération des motifs présentés et mise en mesure de l'intéressé de présenter ses observations, révoque à effet de la présente assemblée générale Mme Cécile Moulard de ses fonctions d'administrateur de la Société.

Résolution H – non agréée par le conseil d'administration (Nomination de Monsieur Alexandre Loussert en qualité d'administrateur). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition de plusieurs actionnaires représentant le pourcentage de capital prévu par la Loi, décide de nommer, en qualité d'administrateur de la Société Monsieur Alexandre Loussert, 36 ans et de nationalité française, pour une durée de 4 années qui expirera lors de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Résolution J – non agréée par le conseil d'administration (Révocation de Monsieur Jean-Marc Tassetto). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition de plusieurs actionnaires représentant le pourcentage de capital prévu par la Loi, après considération des motifs présentés et mise en mesure de l'intéressé de présenter ses observations, révoque à effet de la présente assemblée générale M. Jean-Marc Tassetto de ses fonctions d'administrateur de la Société.

Résolution K – non agréée par le conseil d'administration (Nomination de Monsieur Roland Wolfrum en qualité d'administrateur). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition de plusieurs actionnaires représentant le pourcentage de capital prévu par la Loi, décide de nommer, en qualité d'administrateur de la Société M. Roland Wolfrum, 52 ans et de nationalité allemande, pour une durée de 4 années qui expirera lors de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Résolution L – non agréée par le conseil d'administration (Nomination de Monsieur Christophe Deshayes en qualité d'administrateur). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition de plusieurs actionnaires représentant le pourcentage de capital prévu par la Loi, décide de nommer, en qualité d'administrateur de la Société M. Christophe Deshayes, 53 ans et de nationalité française, pour une durée de 4 années qui expirera lors de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Résolution M – non agréée par le conseil d'administration (Nomination de Monsieur François-Xavier Barbier en qualité d'administrateur). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition de plusieurs actionnaires représentant le pourcentage de capital prévu par la Loi, décide de nommer, en qualité d'administrateur de la Société M. François-Xavier Barbier, 60 ans et de nationalité française, pour une durée de 4 années qui expirera lors de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Projets de résolutions à titre ordinaire déposés par l'association RegroupementPPLocal, Monsieur Alexandre Loussert, la SAS Huiles Benoît et la SARL SOFIM

Résolution N – non agréée par le conseil d'administration (Révocation de Monsieur Robert de Metz de ses fonctions d'administrateur). — L'assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition de plusieurs actionnaires dont l'association RegroupementPPLocal représentant le pourcentage de capital prévu par la Loi, après considération des motifs présentés et mise en mesure de l'intéressé de présenter ses observations, révoque à compter de la présente assemblée générale des actionnaires M. Robert de Metz de ses mandat et fonction d'administrateur de la Société et ce, en conformité avec les articles L 225-18 alinéa 2, L 225-105 alinéas 2 et 3 et R 225-71 du Code de commerce.

Résolution O – non agréée par le conseil d'administration (Révocation de Monsieur Jean-Pierre Remy de ses fonctions d'administrateur). — L'assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition de plusieurs actionnaires dont l'association RegroupementPPLocal représentant le pourcentage de capital prévu par la Loi, après considération des motifs présentés et mise en mesure de l'intéressé de présenter ses observations, révoque à compter de la présente assemblée générale M. Jean-Pierre Remy de ses mandat et fonction d'administrateur de la Société et ce, en conformité avec les articles L.225-18 alinéa 2, L.225-105 alinéas 2 et 3 et R.225-71 du Code de commerce.

Résolution P – non agréée par le conseil d'administration (Révocation de Monsieur Rémy Sautter de ses fonctions d'administrateur). — L'assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition de plusieurs actionnaires dont l'association RegroupementPPLocal représentant le pourcentage de capital prévu par la Loi, après

considération des motifs présentés et mise en mesure de l'intéressé de présenter ses observations, révoque à compter de la présente assemblée générale Monsieur Rémy Sautter de ses mandat et fonction d'administrateur de la Société et ce, en conformité avec les articles L.225-18 alinéa 2, L.225-105 alinéas 2 et 3 et R.225-71 du Code de commerce.

Résolution Q – non agréée par le conseil d'administration (*Révocation de Madame Cécile Moulard de ses fonctions d'administrateur*). — L'assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition de plusieurs actionnaires dont l'association RegroupementPPLocal représentant le pourcentage de capital prévu par la Loi, après considération des motifs présentés et mise en mesure de l'intéressée de présenter ses observations, révoque à compter de la présente assemblée générale Madame Cécile Moulard de ses mandat et fonction d'administrateur de la Société et ce, en conformité avec les articles L.225-18 alinéa 2, L.225-105 alinéas 2 et 3 et R.225-71 du Code de commerce.

Résolution R – non agréée par le conseil d'administration (*Révocation de Monsieur Jean-Marc Tassetto de ses fonctions d'administrateur*). — L'assemblée générale des actionnaires, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition de plusieurs actionnaires dont l'association RegroupementPPLocal représentant le pourcentage de capital prévu par la Loi, après considération des motifs présentés et mise en mesure de l'intéressé de présenter ses observations, révoque à compter de la présente assemblée générale Monsieur Jean-Marc Tassetto de ses mandat et fonction d'administrateur de la Société et ce, en conformité avec les articles L.225-18 alinéa 2, L.225-105 alinéas 2 et 3 et R.225-71 du Code de commerce.

Résolution S – non agréée par le conseil d'administration (*Nomination de Monsieur Loïc de la Cochetière en qualité d'administrateur*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, décide, sur proposition de plusieurs actionnaires dont l'association RegroupementPPLocal représentant le pourcentage de capital prévu par la Loi, de nommer M. Loïc de la Cochetière en qualité d'administrateur pour une durée de quatre (4) années qui expirera à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Monsieur Loïc de la Cochetière a déclaré accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées et remplir toutes les conditions pour les exercer.

Résolution T – non agréée par le conseil d'administration (*Nomination de Monsieur Arnaud Marion en qualité d'administrateur*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, décide, sur proposition de plusieurs actionnaires dont l'association RegroupementPPLocal représentant le pourcentage de capital prévu par la Loi, de nommer M. Arnaud Marion en qualité d'administrateur pour une durée de quatre (4) années qui expirera à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Monsieur Arnaud Marion a déclaré accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées et remplir toutes les conditions pour les exercer.

Résolution U – non agréée par le conseil d'administration (*Nomination de Madame Anne-Marie Cravero en qualité d'administrateur*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, décide, sur proposition de plusieurs actionnaires dont l'association RegroupementPPLocal représentant le pourcentage de capital prévu par la Loi, de nommer Madame Anne-Marie Cravero en qualité d'administrateur pour une durée de quatre (4) années qui expirera à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Madame Anne-Marie Cravero a déclaré accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées et remplir toutes les conditions pour les exercer.

Résolution V – non agréée par le conseil d'administration (*Nomination de Monsieur Alexandre Loussert en qualité d'administrateur*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, décide, sur proposition de plusieurs actionnaires dont l'association RegroupementPPLocal représentant le pourcentage de capital prévu par la Loi, de nommer M. Alexandre Loussert en qualité d'administrateur pour une durée de quatre (4) années qui expirera à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Monsieur Alexandre Loussert a déclaré accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées et remplir toutes les conditions pour les exercer.

Résolution W – non agréée par le conseil d'administration (*Nomination de Monsieur Roland Wolfrum en qualité d'administrateur*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, décide, sur proposition de plusieurs actionnaires dont l'association RegroupementPPLocal représentant le pourcentage de capital prévu par la Loi, de nommer M. Roland Wolfrum en qualité d'administrateur pour une durée de quatre (4) années qui expirera à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Monsieur Roland Wolfrum a déclaré accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées et remplir toutes les conditions pour les exercer.

Résolution X – non agréée par le conseil d'administration (*Nomination de Monsieur Christophe Deshayes en qualité d'administrateur*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, décide, sur proposition de plusieurs actionnaires dont l'association RegroupementPPLocal représentant le pourcentage de capital prévu par la Loi, de nommer M. Christophe Deshayes en qualité d'administrateur pour une durée de quatre (4) années qui expirera à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

M. Christophe Deshayes a déclaré accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées et remplir toutes les conditions pour les exercer.

Résolution Y – non agréée par le conseil d'administration (*Nomination de Monsieur François-Xavier Barbier en qualité d'administrateur*). — L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, décide, sur proposition de plusieurs actionnaires dont l'association RegroupementPPLocal représentant le pourcentage de capital prévu par la Loi, de nommer M. François-Xavier Barbier en qualité d'administrateur pour une durée de quatre (4) années qui expirera à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Monsieur François-Xavier Barbier a déclaré accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées et remplir toutes les conditions pour les exercer.

1. Formalités préalables à effectuer pour participer à l'assemblée générale

L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre de leurs actions.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité. Il peut aussi se faire représenter par toute autre personne physique ou morale de son choix (article L.225-106 du Code de commerce).

Conformément à l'article R.225-85 du Code de commerce, il est justifié du droit de participer à l'assemblée générale par l'inscription des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte (en application du septième alinéa de l'article L.228-1 du Code de commerce), au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société (ou son mandataire), soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

L'inscription ou l'enregistrement comptable des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par les intermédiaires financiers est constaté par une attestation de participation délivrée par ces derniers (ou le cas échéant par voie électronique) dans les conditions prévues à l'article R.225-85 du Code de commerce (par renvoi de l'article R.225-61 du même code), en annexe :

- du formulaire de vote à distance ;
- de la procuration de vote ;
- de la demande de carte d'admission établie au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

Une attestation est également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer personnellement à l'assemblée et qui n'a pas reçu sa carte d'admission au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris.

2. Mode de participation à l'assemblée générale

Les actionnaires désirant assister personnellement à l'assemblée générale pourront demander une carte d'admission de la façon suivante :

— **pour l'actionnaire nominatif** : se présenter le jour de l'assemblée directement au guichet spécialement prévu à cet effet muni d'une pièce d'identité ou demander une carte d'admission à BNP Paribas Securities Services – CTS Assemblées Générales – Les Grands Moulins de Pantin 9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex ;

— **pour l'actionnaire au porteur** : demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte titres, qu'une carte d'admission lui soit adressée.

Les actionnaires n'assistant pas personnellement à cette assemblée et souhaitant voter par correspondance ou être représentés en donnant pouvoir au Président de l'assemblée, à leur conjoint ou partenaire avec lequel ils ont conclu un pacte civil de solidarité ou à une autre personne pourront :

— **pour l'actionnaire nominatif** : renvoyer le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration, qui lui sera adressé avec la convocation, à l'adresse suivante : BNP Paribas Securities Services – CTS Assemblées Générales – Les Grands Moulins de Pantin 9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex ;

— **pour l'actionnaire au porteur** : demander ce formulaire auprès de l'intermédiaire qui gère ses titres, à compter de la date de convocation de l'assemblée. Le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration devra être accompagné d'une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire financier et renvoyé à l'adresse suivante : BNP Paribas Securities Services – CTS Assemblées Générales – Les Grands Moulins de Pantin 9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex.

Pour être pris en compte, les formulaires de vote par correspondance devront être reçus par la Société ou le Service Assemblées Générales de BNP Paribas Securities Services, au plus tard la veille à 15 h, avant la tenue de l'assemblée.

Les actionnaires pourront se procurer, dans les délais légaux, les documents prévus aux articles R.225-81 et R.225-83 du Code de commerce par demande adressée à BNP Paribas Securities Services – CTS Assemblées Générales – Les Grands Moulins de Pantin 9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex.

Par ailleurs, les actionnaires ont également la possibilité de voter par Internet avant l'assemblée générale dans les conditions décrites ci-après :

— Pour les actionnaires au nominatif :

Les titulaires d'actions au nominatif pur qui souhaitent voter par Internet avant l'assemblée générale, devront, pour se connecter au site dédié sécurisé de l'assemblée, utiliser le numéro d'identifiant et le mot de passe leur permettant de se connecter sur le site Planetshares afin de consulter leur compte nominatif. Après s'être connecté, l'actionnaire devra suivre les indications données à l'écran afin de voter.

Les titulaires d'actions au nominatif administré recevront un courrier de convocation leur indiquant notamment leur identifiant, lequel leur permettra d'accéder au site dédié sécurisé de l'assemblée générale. Après s'être connecté, l'actionnaire devra suivre les indications données à l'écran afin de voter.

— Pour les actionnaires au porteur :

Les actionnaires au porteur qui souhaitent voter par Internet avant l'assemblée générale, devront demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de leur compte titres, d'établir une attestation de participation (pour la quantité précisée par l'actionnaire) et devront lui indiquer leur adresse électronique. Selon la procédure habituelle, l'établissement teneur de compte transmettra alors l'attestation de participation, ainsi que l'adresse électronique de l'actionnaire, à BNP Paribas Securities Services – CTS – Assemblées, Les Grands Moulins de Pantin, 9, rue du Débarcadère, 93761 Pantin Cedex.

Cette adresse électronique sera utilisée par BNP Paribas Securities Services pour communiquer à l'actionnaire un identifiant lui permettant de se connecter au site sécurisé dédié au vote préalable à l'assemblée. L'actionnaire devra, alors, suivre les indications données à l'écran pour obtenir son mot de passe de connexion et, ensuite, voter.

Le site Internet sécurisé dédié au vote préalable à l'assemblée générale sera ouvert à compter du 3 octobre 2016 à l'adresse suivante (actionnaires au nominatif) : <https://planetshares.bnpparibas.com>.

La possibilité de voter par Internet avant l'assemblée générale prendra fin la veille de la réunion, soit le 18 octobre 2016, à 15 heures, heure de Paris. Toutefois, afin d'éviter tout engorgement éventuel du site Internet dédié au vote préalable à l'assemblée générale, il est recommandé aux actionnaires de ne pas attendre la veille de l'assemblée pour voter.

Conformément aux dispositions de l'article R.225-79 du Code de commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut également être effectuée par voie électronique, selon les modalités suivantes :

Actionnaire au nominatif pur

— l'actionnaire devra envoyer un email à l'adresse paris.bp2s.france.cts.mandats@bnpparibas.com. Cet email devra obligatoirement contenir les informations suivantes : nom de la Société concernée, date de l'assemblée, nom, prénom, adresse et numéro de compte courant nominatif du mandant, le cas échéant, ainsi que les nom, prénom et si possible adresse du mandataire.

— l'actionnaire devra obligatoirement confirmer sa demande sur PlanetShares/My Shares ou PlanetShares/My Plans en se connectant avec ses identifiants habituels et en allant sur la page « Mon espace actionnaire - Mes Assemblées Générales » puis enfin en cliquant sur le bouton « Désigner ou révoquer un mandat ».

Actionnaire au porteur ou au nominatif administré

— l'actionnaire devra envoyer un email à l'adresse paris.bp2s.france.cts.mandats@bnpparibas.com. Cet email devra obligatoirement contenir les informations suivantes : nom de la Société concernée, date de l'assemblée, nom, prénom, adresse, références bancaires du mandant ainsi que les nom, prénom et si possible adresse du mandataire.

— l'actionnaire devra obligatoirement demander à son intermédiaire financier qui assure la gestion de son compte titre d'envoyer une confirmation écrite au service Assemblées Générales de BNP Paribas Securities Services – CTS Assemblées Générales – Les Grands Moulins de Pantin 9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex.

Seules les notifications de désignation ou révocation de mandats pourront être adressées à l'adresse électronique susvisée, toute autre demande ou notification portant sur un autre objet ne pourra être prise en compte et/ou traitée.

Afin que les désignations ou révocations de mandats puissent être valablement prises en compte, les confirmations devront être réceptionnées :

— par voie électronique au plus tard la veille de l'assemblée, le 18 octobre 2016 à 15 heures (heure de Paris),

— par voie postale au plus tard la veille de l'assemblée, le 18 octobre 2016 à 15 heures (heure de Paris).

Tout actionnaire, titulaire d'actions inscrites en compte de titres nominatifs ou au porteur, ayant décidé d'exprimer son vote à distance, ne peut plus choisir, à compter de la réception d'un tel vote par BNP Paribas Securities Services, CTS Émetteurs-Assemblées, un autre mode de participation à l'assemblée générale.

3. Questions écrites par les actionnaires

Les questions écrites doivent être envoyées au Président du conseil d'administration, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au siège social. Elles sont accompagnées d'une attestation de participation soit dans les comptes de titres nominatifs, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire financier. Cet envoi doit être réalisé au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'assemblée générale. Conformément à la législation en vigueur, la réponse à une question écrite sera réputée avoir été donnée dès lors qu'elle figurera sur le site Internet de la Société dans une rubrique consacrée aux questions-réponses.

Tous les documents et informations prévus à l'article R.225-73-1 du Code de commerce peuvent être consultés sur le site de la Société : <http://www.solocalgroup.com/>.

Le Conseil d'administration